

M. Pierre Elliott Trudeau:

« Des révisions se feront. Nous réussirons ».



Nous donnons ici des extraits du discours que M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada, a prononcé le 22 février dernier devant le Congrès des Etats-Unis au cours d'une visite officielle.

« Notre confédération a connu, au cours de son premier siècle, un succès prometteur, bien que partiel (1). Nous avons édifié une société fondée sur les libertés individuelles et le respect des droits de l'homme. Nous avons assuré un niveau de vie voisin de celui des Etats-Unis. Nous n'avons pas su cependant créer les conditions dans lesquelles les Canadiens de langue française se seraient sentis sur un véritable pied d'égalité avec leurs compatriotes de langue anglaise et auraient pu mettre pleinement en valeur la richesse de leur patrimoine culturel. Voilà le nœud de notre problème capital. Voilà pourquoi certains Québécois pensent qu'ils devraient se séparer du Canada et fonder leur propre pays. Le nouveau gouvernement du Québec a adopté une politique conforme aux vues de cette minorité, bien qu'au cours de la campagne électorale le parti québécois ait sollicité un mandat pour former un bon gouvernement et non pour faire la sécession.

« D'une façon ou d'une autre, depuis la Confédération, les gouvernements du Canada ont eu pour politique de favoriser la coexistence de deux groupes linguistiques vigoureux. La raison en est claire. Au Québec, plus de 80 p. 100 des habitants ont le français comme langue maternelle ou comme seule langue. Dans l'ensemble du Canada, près de 20 p. 100 de la population ne parlent que le français. Ainsi, de génération en génération, s'est transmise l'idée qu'il est possible de construire un pays, dans la liberté et l'égalité, avec deux langues et plusieurs cultures. J'ai confiance que

cela est effectivement possible. Je vous affirme, avec toute la conviction dont je suis capable, que l'unité du Canada ne sera pas rompue. Il y aura des accommodations. Des révisions se feront. Nous réussirons.

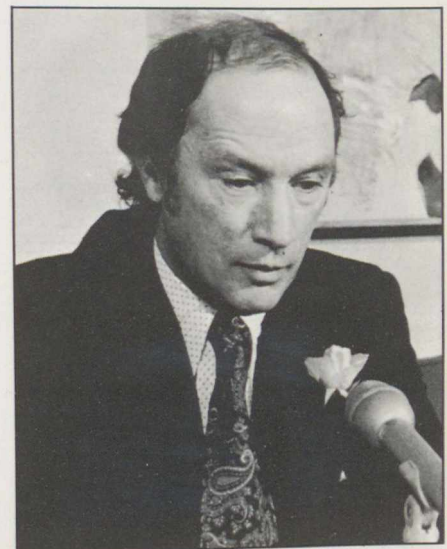
« Il faudra cependant changer certaines de nos attitudes. Il faudra mieux nous comprendre les uns les autres au delà des barrières linguistiques. Les anglophones et les francophones du Canada devront être plus ouverts à la richesse de la diversité et moins sensibles aux problèmes que celle-ci soulève. Il nous faudra peut-être réviser certains aspects de notre Constitution pour que les six millions et demi de Canadiens de langue française considèrent la Fédération canadienne comme la meilleure protection contre leur englobissement dans une masse de deux cent vingt millions d'anglophones nord-américains.

« Ces seuls chiffres illustrent de façon saisissante l'insécurité du Canada français. Mais la sécession ne modifierait en rien ces données arithmétiques: elle ne ferait qu'augmenter le danger. La séparation du Québec n'ajouterait pas non plus le moindre à la confiance des nombreuses minorités culturelles d'origines diverses qui sont établies un peu partout au Canada. Depuis des décennies, on encourage ces groupes à conserver leur propre personnalité et leur culture. C'est ce qu'ils ont fait et ils ne se sont épanouis nulle part plus bellement que dans les provinces des prairies (Alberta, Saskatchewan, Manitoba). La sécession soudaine du Québec signifierait l'échec tragique de notre rêve pluraliste, l'éclatement de notre mosaïque culturelle. Elle affaiblirait sans doute gravement la détermination du Canada de protéger ses minorités culturelles.

« Des problèmes de cette ampleur ne sauraient être écartés du revers de la main. Ils peuvent être résolus toutefois

grâce aux institutions que nous nous sommes données. Ces institutions appartiennent à tous les Canadiens, à moi comme Québécois autant qu'à mes compatriotes des autres provinces. Et, parce que ces institutions sont fondamentalement démocratiques, parce que leurs membres sont librement élus, elles sont aptes à refléter les changements et à répondre à la volonté populaire.

« La plupart des Canadiens savent que le morcellement de leur pays constituerait une déviation aberrante des normes qu'ils ont eux-mêmes établies et que ce serait là un crime contre l'histoire de



M. Trudeau, premier ministre du Canada depuis 1968.

l'humanité. J'ose dire que l'échec de l'expérience sociale canadienne, toujours variée, souvent admirable, répandrait la consternation parmi tous ceux qui, dans le monde, font leur le sentiment qu'une des plus nobles entreprises de l'esprit est la création de sociétés où des personnes d'origines diverses peuvent vivre, aimer et prospérer ensemble ».

1. La Confédération canadienne a été fondée en 1867.